



Le maire qui veut un plan d'urgence pour les banlieues

APPEL Gilles Poux, élu PCF de La Courneuve, a fait réaliser une étude mesurant les inégalités entre sa ville et plusieurs territoires

Gilles Poux a souvent le sentiment de crier dans le désert. Maire de La Courneuve depuis 1996, l'élu communiste s'invite dans le grand débat en publiant lundi l'« Atlas des inégalités territoriales » subies par les 41 733 habitants de sa commune. Dans son bureau, il pointe sur la carte de cette ville, qui rassemble 103 nationalités, la cité des 4000 partiellement rasée et rénovée, l'ancienne usine Mécano reconverte en centre administratif et médiathèque, ces entrepôts bientôt réhabilités... La Courneuve a changé. En surface. Mais si peu en profondeur...

Pour objectiver ce fossé qui s'est creusé au fil du temps, l'édile a fait appel au cabinet Eneis by KPMG, qui a comparé durant quatre mois sa commune au 13^e arrondissement de Paris, à Pavillons-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), au Perreux-sur-Marne (Val-de-Marne) et à Vaulx-en-Velin (Rhône). Une radioscopie qui témoigne du « plafond de verre » atteint par les politiques publiques en Seine-Saint-Denis, comme un rapport parlementaire l'a pointé en mai dernier. « Le chômage touche 27 % de la population, constate Gilles Poux. Mais on dispose d'un conseiller Pôle emploi pour 160 chômeurs, contre 1 pour 116 à Paris, alors qu'ils sont moins

quoi, alors que 51 % des plus de 15 ans non scolarisés n'ont pas de diplôme, les professeurs affectés ici ont majoritairement moins de 30 ans et sont donc peu expérimentés ? »

Il est en colère, Gilles Poux. Mais il se montre surtout inquiet. « La rupture républicaine est de plus en plus forte, s'alarme-t-il. Si la solidarité et le vivre-ensemble restent des valeurs clés sur notre territoire, on assiste aussi à des replis identitaires. Tout ça ne vient pas de rien, mais de ce sentiment de ne pas être reconnu, aidé, d'être condamné à la marginalisation. » Pour faire grandir sa ville et toutes celles qui cumulent les handicaps, il réclame un plan d'urgence de 10 milliards d'euros.

Parmi les 18 propositions qu'il formule figurent la création d'une autorité administrative indépendante pour l'égalité républicaine, la mise en place d'un fonds financé par le fléchage de 1 % de la TVA collectée à l'échelle départementale ainsi que des « emplois réussite » d'une durée de cinq ans avec des formations.

Surtout, il plaide pour une refonte du financement des territoires. Le nombre de Courneuviens a bondi de 2,6 % entre 2010 et 2016. Le taux de pauvreté atteint 43,2 %. Et pourtant, entre 2014 et 2019, la dotation globale de fonctionnement versée par l'État a fondu de 14,1 millions d'euros. Soit le prix de

la construction d'un groupe scolaire. Les dotations de péréquation versées par les communes favorisées ont permis de boucher le trou. « Mais leur raison d'être est de combler les écarts de richesse, pas de compenser les baisses des aides de l'État », pointe le maire.

Un dévoiement que le gouvernement étudiera peut-être à l'automne en s'attaquant au dossier miné de la fiscalité locale. En attendant, Gilles Poux effectuera un tour de France en juin pour promouvoir son plan. Avant de revenir à la bataille des municipales. Une dernière fois, puis il raccrochera. ●

Gille Poux plaide pour une refonte du financement des territoires

qualifiés, donc plus difficiles à réinsérer. Comment expliquer que, pour 100 faits de délinquance pour 1 000 habitants, on ait deux fois et demie moins de policiers qu'ailleurs ? Pour-

EMMANUELLE SOUFFI